

L'économie mondiale comme système national/mondial hiérarchisé

Michel Beaud

Volume 6, Number 1, Spring 1988

L'économie mondiale en mutation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002036ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002036ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beaud, M. (1988). L'économie mondiale comme système national/mondial hiérarchisé. *Cahiers de recherche sociologique*, 6(1), 7–26.
<https://doi.org/10.7202/1002036ar>

L'économie mondiale comme système national/mondial hiérarchisé*

Michel BEAUD

Économies nationales: articulations spécifiques de modes et formes de production propres à des États-nations, soumises au contrôle, à la réglementation de leurs États, et assurant, dans le domaine économique, la reproduction des formations sociales concernées.

Économies nationales capitalistes: économies où prédomine le capitalisme d'une manière telle que la reproduction des autres formes et modes de production est, pour l'essentiel, soumise à son influence.

Économies capitalistes dominantes (nationales, bien sûr): économies qui ont déployé des réseaux de relations économiques, commerciales, financières, constitutifs de polarisations structurantes pour des espaces plus ou moins larges du monde.

Économie capitaliste hégémonique (nationale et dominante, bien sûr): économie dont l'effet de polarisation est tel, à la fois sur les économies dominées et sur les autres économies dominantes de la période, qu'elle exerce l'influence décisive, prééminente, centrale, sur l'ensemble du Système national/mondial hiérarchisé (SNMH). Ce fut le cas deux fois dans l'histoire du capitalisme: avec le capitalisme britannique, dans le deuxième tiers du XIXe siècle; avec le capitalisme américain, au cours du quart de siècle qui a suivi la Seconde Guerre mondiale.

* La substance de ce texte provient de deux publications récentes de l'auteur: *Le système national/mondial hiérarchisé (une nouvelle lecture du capitalisme mondial)*, Paris, La Découverte, 1987 et *Histoire du capitalisme*, nouvelle édition augmentée, Paris, Seuil, 1987, ainsi que d'une recherche engagée au sein du Groupement d'intérêt scientifique Economie mondiale, Tiers-Monde, Développement (GEMDEV).

1 Esquisse

Si l'on examine les flux — échanges internationaux, flux de capitaux, crédit international —, le capitalisme dominant peut assez facilement être repéré, à partir des statistiques, à travers les phénomènes de polarisation qu'il engendre.

Dans *L'Europe sans rivage*, François Perroux soulignait l'importance des "*influences asymétriques et irréversibles que les groupes humains, notamment les nations, exercent les uns sur les autres*"¹, bref l'effet de domination, avec ses trois éléments composants: la dimension, le pouvoir de négociation, la nature des activités exercées².

Il décrivait "*l'espace économique du monde*" comme un "*réseau d'échanges et de forces irradié par les pôles économiques [...], un tissu de relations compliquées et mouvantes autour de ces pôles*"³. Dans ce cadre, il soulignait ce qui suit:

*"l'insuffisance de toute analyse qui ramène le commerce des nations au commerce des nationaux, omet les décisions des groupes publics ou privés, dirige la lumière sur les décisions des firmes et des consommateurs, 'dépolitise', dans une intuition secrètement normative, les économies nationales qui sont profondément politiques et qui doivent à cette circonstance une partie de leur succès"*⁴.

Et, poursuivant son débat avec les tenants de l'économie libérale et du libre-échangeisme, Perroux rappelait que l'économie dominante tend à éviter les règles du jeu "*qui donnent aux deux parties en présence [...] une parfaite égalité des chances économiques*". Mais elle cherche à faire accepter "*la règle du jeu qui lui permet d'utiliser à plein ses moyens propres, de tirer tout le parti possible de ses supériorités relatives sans compromettre son avenir*"⁵.

1 F. Perroux, *L'Europe sans rivage*, Paris, PUF, 1954, pp. v-vi.

2 *Ibid.*, p. 86.

3 *Ibid.*, pp. 34-35.

4 *Ibid.*, pp. 94-95.

5 *Ibid.*, p. 96.

Toutes ces analyses, tous ces diagnostics formulés il y a trente ans et plus, sonnent étonnamment juste et moderne. Seule manque la prise en compte du capitalisme et de sa logique, souvent évoquée, jamais nommée. Crainte, dans son affrontement avec les libéraux, d'apparaître comme basculant dans le camp des critiques marxistes du capitalisme, dont Perroux rejetait les analyses? Ou soumission au tabou qui interdisait d'intégrer dans l'analyse économique celle du capitalisme — laissant celle-ci aux travaux spécialisés sur les "systèmes économiques"? Ou handicap d'une pensée procédant par fulgurances éclatées?

Or, c'est la dynamique capitaliste de production qui a creusé les écarts entre les nations aux XIXe et XXe siècles. C'est la dynamique capitaliste de marché qui a densifié et renforcé le réseau des échanges autour de la vieille Europe et de la nouvelle Amérique. C'est la dynamique capitaliste de concentration et de centralisation qui a renforcé les forces économiques dominantes, pouvoirs privés et pouvoir d'État.

2 Capitalismes nationaux dominants

Ce que Perroux écrivait des "économies dominantes" convient parfaitement aux capitalismes nationaux dominants: effet de dimension, pouvoir de négociation, contrôle des activités clés, sont des composantes essentielles de l'effet de domination.

Dimension : ce n'est pas la taille la plus large possible, mais celle adaptée à la réalité du monde de l'époque; celle de la Grande-Bretagne pour le XIXe siècle; celle des États-Unis pour le XXe siècle. En d'autres termes, c'est la dimension qui permet à la fois d'assurer la cohésion économique nationale, de maîtriser les technologies de la période, et de peser sur les autres réalités nationales.

Pouvoir de négociation : ce n'est pas le pouvoir le plus centralisé possible, mais celui qui allie le mieux les nécessaires concentration et centralisation (monopoles, conglomerats, groupes industriels et financiers multiformes et mouvants), et les tout aussi nécessaires souplesse et capacité d'adaptation, tant par rapport aux différents marchés (des principaux produits et des principaux pays) que par rapport aux différentes forces (partenaires et concurrents, États...). Dans ce pouvoir de négociation pèsent aussi, d'une certaine manière, les moyens

militaires, les bases extérieures, les stratégies d'alliance, du pays concerné.

Contrôle des activités économiques clés ; il s'agit à la fois:

- des activités clés de la période (en termes de production, de technologie, de transport, de commercialisation, de publicité, d'information);
- des activités essentielles à l'innervation des activités capitalistes, avec tout ce qui touche au crédit, à la monnaie et aux finances (banques, secteur financier et boursier);
- des activités déterminantes pour l'avenir (recherche scientifique, recherche-développement, information raisonnée sur le futur).

Dans ce contrôle, l'effet de dimension est évidemment essentiel puisqu'il s'agit en chaque période de réunir les moyens nécessaires en capital et en moyens financiers, en capacité d'organisation, de production/commercialisation, de recherche/innovation; et le contrôle des activités clés va renforcer d'une manière décisive le pouvoir de négociation.

Ce contrôle des activités clés permet de définir la spécialisation dominante: celle qui fait apparaître, dans les échanges extérieurs, des positions fortes dans les productions clés de la période (agricoles, industrielles, informationnelles...), dans les domaines essentiels à l'innervation des activités capitalistes (banques, finance, bourse) et dans les activités déterminantes pour l'avenir (capacités scientifiques et technologiques).

Ainsi s'esquisse le mode d'insertion de l'économie dominante dans le SNMH:

- *centre d'un ensemble de polarisations pour les principaux flux internationaux: échanges de marchandises, flux de capitaux et de prêts, mouvements migratoires, flux de connaissances scientifiques et techniques;*
- *spécialisation qui va résulter (et témoigner) des positions de force de cette économie en matière scientifique et technique, bancaire et financière, ainsi que dans les productions clés de la période.*

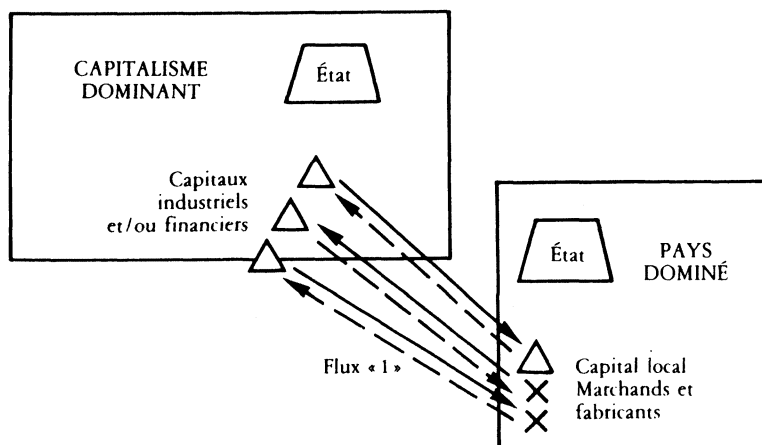
Le tableau ainsi mis en place doit être complété et renforcé par la prise en compte du phénomène de multinationalisation des grands groupes capitalistes qui s'est puissamment amplifié dans les dernières décennies.

Car le développement des flux internationaux est une chose; la création par les entreprises d'espaces homogènes traversant les espaces nationaux en est une autre — ce qui n'empêche pas ces deux phénomènes d'être liés et le second de rétroagir sur le premier.

Avec la multinationalisation un changement qualitatif s'opère.

Tant qu'il y a simplement échange international de marchandises, crédit international, flux de capitaux, on demeure dans un système structuré par des relations entre des acteurs, inégaux certes, mais relativement autonomes et en tout cas distincts (flux "1").

Schéma 1



C'est principalement à travers ces relations que jouent les effets de domination/structuration. Et ces relations demeurent assez largement ce qu'elles paraissent être: des relations "inter-nationales". L'effet de domination joue, mais à travers des flux résultant de deux décisions distinctes d'achat et de vente, de prêter et d'emprunter; domination indirecte donc, fondée sur les relations économiques et financières internationales.

ou entre filiales; et ils sont donc d'une *nature* différente des autres (flux "2").

3 Nationale/mondiale

L'économie nationale dominante n'est plus une simple économie nationale: c'est une économie "nationale/mondiale"; sa monnaie est aussi une monnaie "nationale/mondiale". La base nationale, le rôle de l'État, les entreprises, les banques, les groupes et les ensembles industriels et financiers, les moyens financiers, scientifiques, intellectuels, productifs, réunis sur le territoire national restent essentiels. Mais les décisions, les calculs, les plans, les projets, les stratégies, portent bien au-delà des frontières.

Du fait de sa dimension, de la polarisation qu'elle exerce, de sa double domination indirecte et directe, l'économie dominante exerce sur les économies d'autres pays des influences asymétriques: elle y bouleverse certaines structures socio-économiques; elle y développe certaines productions; elle y investit; elle prête et elle finance; elle induit donc des développements dépendants, des spécialisations dominées. Ainsi vont se constituer des économies nationales dominées qui, prises en elles-mêmes, peuvent apparaître "sous-développées", "déstructurées", "semi-industrialisées", etc.

Enfin, l'économie nationale dominante tire de son déploiement international et des dominations qu'elle exerce des avantages multiples: en termes d'approvisionnement à bas coût, de débouchés, d'économies d'échelle, de spécialisation, de drainage de ressources en main-d'œuvre (déqualifiée et qualifiée), en matière grise, en capitaux... Échange inégal? Encore faudrait-il avoir défini ce qu'est un échange égal entre systèmes économiques différents et formations sociales hétérogènes. En tout cas, il y a là, au-delà des revenus et des ressources mesurables, d'indéniables gains; dès lors, la base de reproduction de la formation sociale nationale dominante ne se réduit pas à son économie nationale territoriale: c'est l'ensemble de son "économie nationale/mondiale".

Car c'est bien là le fait fondamental: *à travers relations internationales et multinationalisation, chaque économie nationale dominante crée son espace mondial.* Et l'on peut légitimement parler de "l'économie mondiale" de chaque capitalisme national dominant: l'économie mondiale britannique (française, allemande, américaine...)

dans les années trente; l'économie mondiale américaine (britannique, française...) dans les années cinquante; l'économie mondiale japonaise (américaine, allemande, suisse...) dans les années quatre-vingt..

Bien sûr, ces "économies mondiales nationales", en chaque période, ne sont ni cloisonnées ni indépendantes. Elles se heurtent, s'entrechoquent, s'interpénètrent, se combattent... et finissent pas s'articuler: concurrence, compétition, guerres commerciales, luttes pour le contrôle, rivalités, alliances. Finalement, si l'on ne se contente ni d'une description plate des apparences, ni de la fiction d'une économie-monde tombée du ciel, *l'économie mondiale, à un moment donné, c'est l'articulation de ces "économies mondiales /nationales" constituées sous la domination de capitalismes nationaux se déployant à l'échelle du monde.*

Une économie mondiale, oui; mais structurée à partir des économies nationales dominantes, à travers les flux internationaux et les espaces multinationaux qu'elles génèrent. Système national/international/multinational/mondial donc, avec non seulement inégalité, mais hiérarchisation entre les nations, les nations dominantes constituant les "polarisations structurantes" du système.

À travers son triple développement — national, international, multinational — et à travers les mutations des mentalités et des modes de vie qu'il a engendrées, le capitalisme s'est aujourd'hui étendu au monde entier.

Cela ne signifie pas que le système capitaliste s'est substitué à toutes les autres formes de production. Certaines formes de production et d'organisation sociale — domestiques, tributaires, marchandes, étatiques — restent, en certains pays ou certaines contrées, relativement peu touchées par le développement à l'échelle mondiale du capitalisme. D'autres sont concernées sans pour autant être détruites: pour leurs approvisionnements, pour l'écoulement de leurs produits, pour leur financement, elles sont dépendantes de firmes ou de banques capitalistes. Leur soumission est formelle, transitoire⁶, mais aussi indirecte durable, à travers le marché, et elle conduit à ce que ces activités se reproduisent en situation dominée par rapport à des activités capitalistes locales, nationales ou étrangères.

⁶ Voir Marx, *Un chapitre inédit du Capital* (1863-1866), Paris, UGE 10/18, 1971.

Mais il n'y a pas que la soumission indirecte d'activités anciennes. De nouvelles activités se créent — par exemple, sous la forme de production marchande simple — en symbiose avec des secteurs du capitalisme: dans le tourisme comme dans les nouvelles activités à haute technologie, dans tout ce qui touche aux loisirs, à la culture, à la santé, comme dans les nouvelles branches touchant, sous une forme ou une autre, à l'information; et parmi ces nouvelles activités, certaines se créent d'emblée en symbiose avec des productions capitalistes et donc en situation de soumission indirecte par rapport à elles. De même, parmi les productions étatiques qui connaissent un développement foisonnant dans le Tiers-Monde, beaucoup sont articulées — et finalement soumises indirectement, à travers le marché — à des segments productifs de capitalismes nationaux dominants.

On est loin de certaines visions marxiennes selon lesquelles le mouvement du capital, avec notamment la concentration et la centralisation de celui-ci, devait conduire à un clivage social de plus en plus profond entre une petite minorité de capitalistes et une masse croissante de prolétaires. Il y a bien — et à un degré inouï — concentration et centralisation, mais cette évolution s'accompagne d'un double mouvement de création/recréation de petites activités marchandes et d'élargissement, chaque fois que nécessaire, des activités étatiques. Comme si, dans le mouvement d'ensemble de développement du capitalisme, s'opéraient à la fois la reconstitution du terrain du capitalisme (les activités marchandes) et l'entretien mesuré de son concurrent/complément (le système étatique): avec la constitution/reconstitution permanente de couches diverses: paysanneries, petites et moyennes bourgeoisies, petites et moyennes "bureoisies" d'État.

Ainsi, dans son mouvement d'expansion à l'échelle mondiale, le capital des pays dominants, loin d'être amené à tout contrôler et à tout envahir, étend, à partir de quelques implantations ou relations stratégiques, le réseau de ses échanges et de ses influences à travers des relais locaux privilégiés: capital local, appareil d'État ou secteur étatique, communauté (ethnique ou autre) jouant un rôle particulier dans les domaines marchand et bancaire. C'est à travers eux que se constituent des relations complexes, souvent indirectes, avec multiples relais, entre les groupes industriels et financiers des capitalismes dominants et les producteurs, paysans, mineurs, ouvriers, d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie.

Donc, *ici encore, le système est bien national/mondial: car c'est à travers les relais nationaux des pays dominés que les rapports de domination se déploient jusqu'au producteur final.* D'où la souplesse, l'adaptabilité, la plasticité de ce système qui combine cohérence et hétérogénéité, puisqu'il se développe autour d'une logique centrale tout en s'adaptant de manière diversifiée à l'extrême variété des situations nationales et locales.

De ce fait même, on doit se garder de toutes les analyses unilatérales, qui voient seulement "la" logique centrale et font finalement tout dépendre "du" système, ou "du" centre, ou de "la" puissance hégémonique, ou "du" capital dominant. Car les relais ne sont jamais de simples relais: ce sont des forces sociales (locales ou nationales) qui ont des objectifs — parfois des stratégies — de pouvoir, de richesse, d'accumulation...

Et les formes et modes de production ne peuvent jamais se réduire à n'être que des adjuvants du capital qui se déploie, à partir des pays dominants, dans la dimension mondiale: ils ne peuvent se reproduire que s'ils assurent, ne serait-ce que minimalement, la reproduction des populations productives concernées.

Plus largement, qu'ils aient été nouvellement créés ou qu'ils aient recouvré l'indépendance, les États-nations qui se sont affirmés dans la période récente doivent bien, à partir des potentiels existants, sur la base des formes et modes de production locaux et régionaux, constituer ou reconstituer une économie nationale: c'est-à-dire la base économique de la reproduction de la formation sociale nationale. Et là encore, cette économie nationale est un mixte de formes et de modes de production: ce qui implique à la fois diverses classes et couches productives — lesquelles ne fournissent leur travail productif que si leur propre reproduction est assurée — et diverses classes et couches moyennes et dirigeantes — lesquelles ont des objectifs, des stratégies, des intérêts qui ne permettent jamais de les réduire au rang de simples relais.

Et immédiatement, *il apparaît impossible de parler de ces pays dominés sans les saisir dans leur diversité*, ce qui enlève beaucoup à ces grands mythes de la période récente: "le" Tiers-Monde, "la" périphérie, "le" Sud.

Il y a ceux qui ont une tradition nationale (étatique, culturelle, politique) ancienne, et ceux qui sont de création récente. Il y a ceux qui

ont un potentiel économique (énergétique, agricole, industriel) important, et la gamme de tous les autres, jusqu'aux plus démunis. Il y a ceux dont l'économie est déjà fortement imbriquée dans le système mondial, et la large variété des autres, jusqu'aux plus autonomes. Il y a ceux qui ont une unité forte et ceux que les divisions ethniques, religieuses et culturelles conduisent au déchirement et condamnent peut-être à l'éclatement. Il y a ceux dont le groupe dirigeant exprime une volonté d'autonomie, d'indépendance nationale, et la grande diversité des autres. Il y a ceux où existe de longue date une forte tradition marchande et bancaire, ceux où prédomine la tradition étatiste, et un chatoyant nuancier intermédiaire. Il y a ceux qui ont été engagés récemment dans la voie étatiste, ceux au sein desquels se constitue un capitalisme national et la diversité des autres.

Or, ces différents caractères se croisent, se combinent; certains évoluent dans la crise. On conviendra alors que les "pays dominés" constituent une mosaïque extrêmement bigarrée, voire contrastée. Depuis les petits pays démunis — les uns peu peuplés et les autres trop — jusqu'aux grands pays du Tiers-Monde, parmi lesquels trois au moins sont engagés dans la bataille pour devenir des pays dominants du prochain siècle.

On l'a dit: dans son processus multiforme d'expansion à l'échelle mondiale, le capitalisme tient compte de ces réalités et s'adapte. Mais ce sur quoi il faut insister — parce que trop d'analyses récentes l'ont nié ou occulté —, c'est que chaque formation sociale que l'analyse du SNMH conduit à considérer comme "dominée" est un lieu de forces, de résistances, d'initiatives, d'impulsions; et autant que la prise en compte de la place de chaque formation dans le SNMH, l'analyse des forces sociales en présence, des forces au pouvoir, de leurs intérêts, de leurs objectifs et de leurs stratégies est indispensable.

Car domination ne signifie pas intégration. Et une économie, un pays que l'on peut analyser comme "dominé" n'est jamais réduit à être un simple rouage. Ni indépendance ni dépendance absolue...

Un système national/mondial hiérarchisé se constitue, au cours des siècles, par la dynamique des capitalismes nationaux dominants. À travers l'inter et le multinational, le mouvement concerne maintenant l'ensemble de la planète, alors que se constituent et s'affirment de nombreux États-nations. Polarisation, domination, mutations technologiques, mondialisation...

4 Le SNMH dans les années 1980

Dans nos années 1980, ce SNMH capitaliste — avec lequel coexiste un système plurinational étatiste dominé par l'URSS — est nettement structuré autour de trois pôles: les États-Unis, le Japon, l'Europe.

Le poids des trois "pôles" capitalistes (en%)

	États- Unis	Japon	Europe occidentale	
			intra européen	
1. population mondiale 1984	5,0	2,6	9,2	(s.o.)
2. revenu mondial 1984	27,7	9,4	21,8	(s.o.)
3. importations mondiales 1983	14,2	6,4	40,7	(26)
4. investissement direct à l'étranger 1981	41,0	9,0	42,0	(22)

s.o.: sans objet

Source: M. Beaud, *Histoire du capitalisme*, nouvelle édition augmentée, Paris, Seuil, 1987, p. 345.

Deux pôles correspondent à des États nationaux: le premier, les États-Unis, est une grande puissance économique depuis près d'un siècle; elle a été la puissance hégémonique pendant le quart de siècle qui a suivi la Seconde Guerre mondiale et elle assume aujourd'hui sa qualité de puissance dominante dans tous les domaines: économique, financier, monétaire, mais aussi technologique, scientifique, informationnel, et encore politique, militaire, stratégique. Le second, le Japon, s'est affirmé avec détermination au cours des dernières décennies et principalement dans les domaines industriel, commercial, technologique; il est en train de s'affirmer dans de nouveaux domaines (bancaire, monétaire et financier) et se prépare à peser plus dans les domaines militaires et stratégiques.

Quant à l'Europe, elle a encore de multiples atouts hérités de son histoire et d'autres résultant de ses efforts récents. Mais elle souffre principalement de n'avoir pas su mener à bien son unité, ce qui la handicape, l'affaiblit dans presque tous les domaines.

Le poids dans le commerce extérieur, les flux de capitaux, le crédit: à travers ces flux internationaux se créent à la fois des relations structurantes, des dépendances, des interdépendances. Si l'on s'en tient aux flux commerciaux, les États-Unis ont une position prédominante grâce à ses relations importantes à la fois avec les deux autres pôles (Europe et Japon), avec ses zones d'influence privilégiée (Canada et Amérique latine) et avec la grande zone montante du monde (Asie). Le Japon a ses relations privilégiées en Asie; l'Europe en Afrique, dans les pays du Golfe et dans les pays de l'Est.

Mais la structuration de l'économie mondiale ne s'opère pas seulement à travers les seules relations économiques internationales: elle s'opère aussi, et de plus en plus, à travers le développement des firmes et des banques *multinationales*. Les deux cents plus grandes firmes privées mondiales réalisaient en 1984 près de 3 000 milliards de dollars de ventes, soit 26% du produit brut mondial (pays de l'Est exclus); ce chiffre était seulement de 17% en 1960⁷. D'après une évaluation plus ancienne réalisée par la CNUCED⁸, les firmes multinationales réaliseraient la moitié du commerce mondial: et 30% de ce commerce serait un commerce intrafirme, c'est-à-dire interne à l'espace des firmes multinationales, et ne constituant donc pas un véritable échange international entre partenaires distincts.

Dans les 200 firmes recensées en 1984, les trois pôles prédominants: les États-Unis en représentent 52,6%, le Japon 22,7%, l'Europe 11,4%⁹. Quelques autres pays sont représentés par une firme au moins dans cette liste: Canada, Afrique du Sud et Israël, mais aussi Corée et Brésil. Les firmes multinationales ont une stratégie qui à la fois prend en compte la dimension mondiale, joue sur les différences entre pays, et tient compte des réalités locales¹⁰; elles jouent un rôle

⁷ F. Clairmonte et J. Cavanagh, "Le club des deux cents", *Le Monde diplomatique*, décembre 1985. Une autre évaluation, tout à fait convergente, donne, en 1980, 22,6% pour les 200 plus grandes et 30,1% pour les 500 plus grandes. Voir R. Trajtenberg, cité par W. Andreff, *Cahier du Gemdev*, no 6, mars 1986, p. 181.

⁸ Cité par B. Madeuf, *Cahier du Gemdev*, no 5, novembre 1985, p. 51.

⁹ En pourcentage du total des ventes de ces 200 firmes. F. Clairmonte et J. Cavanagh, article cité.

¹⁰ K. Ohmae, *La Triade. Émergence d'une stratégie mondiale de l'entreprise*, trad. fr., Paris, Flammarion, 1985.

Schéma 3

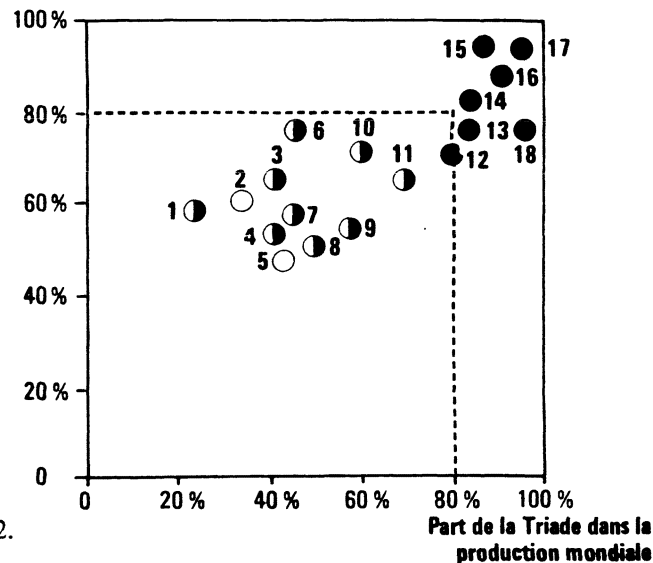
Poids des trois "pôles" (États-Unis, Europe, Japon) - La "Triade" - dans la production et la consommation mondiales, pour différents secteurs

Part de la Triade dans le marché mondial

- 1 Fibres de coton
- 2 Récepteurs radio
- 3 Acétate
- 4 Acide sulfurique
- 5 Engrais phosphatés
- 6 Aluminium
- 7 Moteurs Diesel
- 8 Sidérurgie
- 9 Téléviseurs
- 10 Papier et pâte à papier (Canada inclus)
- 11 Pneus
- 12 Automobile
- 13 Produits pharmaceutiques
- 14 Fibres nylon
- 15 Copieurs
- 16 Équipements à commande numérique
- 17 Aéronautique
- 18 Ordinateurs

- Technologie de pointe
(valeur ajoutée moyenne 32 %)
- ◐ Technologie moyenne
(valeur ajoutée moyenne 27 %)
- Technologie basse
(valeur ajoutée moyenne 19 %)

Part de la Triade dans la consommation mondiale



Source: Kenichi Ohmae, *La Triade*, Paris, Flammarion, 1985, p. 42.

déterminant dans la mise en place d'une division internationale du travail dans laquelle s'articulent des spécialisations dominantes et des spécialisations dépendantes.

À l'ancienne division du travail (produits de base pour les pays du Sud, produits industriels pour les pays du Nord) est en train de se substituer une nouvelle division du travail:

- produits de base (miniers ou agricoles) pour certains pays dominés *et* des pays intermédiaires ou dominants bénéficiant de dotations favorables;
- produits industriels de la précédente industrialisation et/ou exigeant une forte proportion de travail: pays intermédiaires en cours d'industrialisation, nouveaux pays industriels¹¹;
- produits industriels et services à haut contenu technologique, services financiers et bancaires: pays dominants.

C'est dire que le recul de certaines activités industrielles de la précédente industrialisation dans des pays dominants ne doit pas forcément être interprété comme un déclin: ce peut être aussi un aspect de la mise en place de la nouvelle spécialisation dominante du prochain siècle.

Enfin, élément clé de ces polarisations structurantes de l'économie mondiale, la puissance bancaire et financière que signale la dimension mondiale de certaines monnaies nationales. Et d'abord, et de loin, le dollar: depuis les années soixante, la part des transactions en dollars dans les transactions bancaires internationales

"n'est pratiquement jamais descendue au-dessous de 70%. Le pourcentage des avoirs en dollars de seize banques centrales, qui détiennent plus des deux tiers des réserves mondiales de change, reste supérieur à 75% depuis 1974. Le dollar est, en effet, la seule véritable monnaie internationale".

Ensuite viennent le yen, qui bénéficie du dynamisme de l'économie et des banques japonaises, la livre sterling, principalement portée par la place de Londres, le deutsche mark, dont la santé exprime la solidité de l'économie ouest-allemande, le franc suisse...

¹¹ F. Fröbel, J. Heinrichs et O. Kreye, *Umbruch in der Weltwirtschaft*, Hambourg, Rowohlt, 1986.

Liens internationaux et espaces multinationaux, relations commerciales, financières, technologiques, informationnelles, monétaires; ainsi se structure, d'une manière de plus en plus dense et serrée, l'espace de l'économie mondiale.

5 Perspectives et incertitudes

Que peut-on dire sur le devenir de l'économie mondiale pour la période des quinze ou vingt prochaines années? Quelles lignes de force peut-on repérer? Et quelles zones d'incertitude?

1° *S'agissant des économies nationales dominantes:*

Il n'y a jamais eu d'effondrements ou de déclin brutaux en dix, quinze ans. On peut donc être sûrs qu'en 2005, les USA, le Japon et l'URSS seront de grandes puissances.

Les incertitudes portent sur:

- leur poids relatif: le Japon aura-t-il la prééminence ou non?
- leurs relations: y aura-t-il une alliance forte USA-Japon, ou le Japon jouera-t-il son propre jeu, y compris contre les USA?
- l'Europe: se sera-t-elle constituée en puissance ayant une direction centralisée, une volonté politique, une stratégie?

2° *S'agissant du Tiers-Monde :*

Il est clair que *la différenciation, l'accentuation des disparités au sein du Tiers-Monde vont s'accroître*. Il est clair aussi que *de nouvelles puissances continueront à s'affirmer et se renforcer* (Brésil, Inde, Chine). Très probablement, *l'écart entre les plus riches des pays riches et les plus écrasés des pays pauvres va encore se creuser* (et notamment pour tous les petits et micro-pays). Pour contrecarrer cette tendance, il faudrait que soit mis en œuvre rapidement et massivement un important programme mondial, qui en l'état actuel des choses est, hélas, de l'ordre de l'utopie.

Les incertitudes portent sur:

- les nouvelles puissances: l'une d'elles réussira-t-elle à s'affirmer plus nettement que les autres?

- la Chine: choisira-t-elle une voie relativement autonome, ou recherchera-t-elle un rapprochement (et avec qui: l'URSS, le Japon, les USA)?
- les pays à forte population, et notamment les pays pétroliers (Mexique, Nigéria, Algérie, Egypte) réussiront-ils à traverser sans trop de dégâts les turbulences qui s'annoncent?
- les pays d'Afrique réussiront-ils à recouvrer une cohérence économique et sociale?
- les pays les plus pauvres, les plus déshérités: certains s'arracheront-ils à la misère? lesquels? par quelles voies?

3° *L'essor de la production matérielle :*

La croissance démographique, l'effort de développement, la recherche de la modernisation vont s'accompagner de la croissance de la production agricole et de la consommation alimentaire; de la croissance de la production et de la consommation d'énergie; et de la croissance de la production industrielle.

Même si des spécificités vont subsister ou se reconstituer en matière de consommation alimentaire (par pays, en grandes zones régionales), *le mode de consommation et de vie "moderne" fondé sur la production et la consommation de biens industriels à contenu technologique élaboré va tendre à se diffuser* — inégalement — *à l'échelle de la planète*. Il concerne déjà l'ensemble des classes riches et dirigeantes des pays du Tiers-Monde; s'étend aux classes et couches moyennes et intermédiaires; exerce une influence sur les mentalités des classes et couches les plus pauvres — y compris celles à qui le pouvoir d'achat trop faible interdit d'accéder à cette "consommation moderne".

La production industrielle va donc continuer à augmenter à l'échelle du monde et une nouvelle répartition de la production industrielle à l'échelle mondiale va se mettre en place:

- le poids de l'Asie va augmenter, mais avec quelle répartition au sein de l'Asie?
- certains pays d'Amérique latine vont certainement aussi peser plus (Brésil, Mexique): dans quelle mesure?
- qu'en sera-t-il pour l'Afrique et le monde arabe?

Cette croissance des productions et des consommations à l'échelle mondiale va entraîner une nouvelle et forte augmentation des rejets (CO₂, rejets fluoro-chlorés, etc.); les équilibres fondamentaux de la

planète pourront-ils être sauvegardés si l'on ne trouve pas des modes moins destructeurs, moins polluants de production, de consommation et de vie?

4° *S'agissant des productions de services :*

La production de services va augmenter très fortement dans les pays les plus riches ; il s'agit de services de deux types: les uns fortement liés à l'usage direct du consommateur (loisir, santé, soins des 1er, 3e et 4e âge, sécurité...); les autres fortement liés à la production et au traitement d'une masse de plus en plus lourde et complexe d'informations. L'un et l'autre s'appuieront sur des matériels et des productions à haut contenu technologique.

Cela paraît devoir renforcer deux tendances : une tendance au renforcement du "local", du lieu des vies concrètes; et une tendance au renforcement du "mondial" ou, à tout le moins, de très grands ensembles plurinationaux ou pluricontinentaux .

Dans ce contexte, y aura-t-il encore une place significative pour des services traditionnels (n'utilisant pas de moyens à haut contenu technologique) et susceptibles d'être fournis par des pays pauvres ou moyens-pauvres du Tiers-Monde? Peut-on envisager une nouvelle vogue en matière culturelle, artistique, médicale, de loisirs, etc, pour laquelle de tels pays se révéleraient disposer d'atouts qu'auraient perdus les pays "modernes"?

5° *Le recul du national :*

Il me semble, après les XVIIIe, XIXe et XXe siècles qui avaient renforcé l'État-nation et le "national étatique", que l'on va voir s'affirmer le mouvement inverse. Plus précisément:

— les "États-nations" qui se sont constitués aux XVIIe et XVIIIe siècles, se révèlent dans l'ensemble trop "petits" par rapport aux exigences techniques et financières actuelles (Europe, Amérique latine, sauf Brésil).

— les "États territoriaux" qui ont été fabriqués à travers la colonisation et la décolonisation (en Afrique notamment) subissent de lourds et graves handicaps dans le monde actuel;

— les micro-États nés les dernières décennies constituent pour beaucoup des réalités peu viables...

En même temps, la gravité des problèmes va sans doute entériner le durcissement des oppositions et affrontements et peut-être la montée de nouveaux nationalismes. Ainsi, le national, l'État-nation, l'État territorial, ne disparaîtront pas avant longtemps; certains vont même construire leur cohérence (armée, défense, réseau de transport, système productif); mais, dans l'ensemble, ils vont perdre de l'importance, par rapport au local et au régional, au mondial et aux grands ensembles. Là encore, bien des incertitudes:

- va-t-on vers un grand ensemble "États-Unis-Canada-Mexique", avec ou sans le Brésil?
- le Brésil va-t-il constituer autour de lui un vaste ensemble latino-américain?
- qu'advient-il des ensembles constitués autour de l'URSS, de l'Europe (Est-Ouest, bassin méditerranéen, relations avec l'Afrique, avec l'Amérique latine), du Japon (relations avec la Chine, avec les autres pays d'Afrique)?

Si l'on accepte l'hypothèse que vont se renforcer ces grands ensembles continentaux, beaucoup d'incertitudes réapparaissent:

- quel sera le poids du continent nord-américain, le rôle du dollar et de la puissance financière américaine?
- quel rôle jouera le Japon, en matière commerciale, monétaire, financière, d'investissement international, etc.?

En outre, quelles seront les relations entre ces ensembles: échange et coopération, renforcement protectionniste, affrontement, guerre économique? Là, on le voit, les incertitudes l'emportent.

6° *La maîtrise des phénomènes mondiaux :*

Les relations internationales se sont densifiées et intensifiées; chaque pays, chaque entreprise est pris dans un ensemble de réseaux et de dépendances économiques, monétaires, financières, technologiques, écologiques qui ont une dimension planétaire.

N'est-il pas devenu nécessaire que la société des nations humaines se dote enfin de lieux de régulation, voire de décision et de contrainte? Ainsi pour:

- un système monétaire et de paiements internationaux, qui impose sa discipline à tous les pays;
- le problème de la dette, de la dépendance financière et aussi celui du dérèglement de la spéculation internationale;

- l'exploitation des ressources communes (sol et sous-sol, atmosphère, océans, espace) et, d'une manière plus immédiate, la maîtrise des marchés et des cours des produits de base, énergétiques ou non;
- les rejets dans les airs, les eaux et les sols, d'éléments toxiques, nocifs ou dangereux pour les équilibres vitaux de la planète, et donc pour l'ensemble du vivant et, en son sein, l'humanité.

Michel BEAUD
Professeur de sciences économiques
Université de Paris VIII